



LES AUTOCHTONES EN MILIEU URBAIN ET L'ACCÈS AUX SERVICES PUBLICS

Portrait de la situation au Québec



REGROUPEMENT
DES CENTRES D'AMITIÉ
AUTOCHTONES DU QUÉBEC

Décembre 2018

La réalisation de ce projet a été rendue possible grâce à l'appui financier du gouvernement du Canada et du gouvernement du Québec.



Nous souhaitons remercier toutes les personnes qui ont pris le temps de répondre au questionnaire et tous ceux qui ont pris part à la recherche, l'analyse, la rédaction et la révision.

Sous la coordination du

Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec

Avec la collaboration de

Jean-Pierre Guay, chercheur et professeur agrégé en criminologie, Université de Montréal

Pierre Picard, Groupe de recherche et d'interventions psychosociales en milieu autochtone (GRIPMA)

Jean Robitaille, expert-conseil en communications stratégiques

Graphisme et révision linguistique

TACT Intelligence-conseil

COMMENT CITER CETTE SOURCE :

Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) 2018. *Les Autochtones en milieu urbain et l'accès aux services publics. Portrait de la situation au Québec*. Wendake, RCAAQ.

Toute reproduction partielle ou totale de cette publication est autorisée conditionnellement à la mention de la source.

Une version électronique peut être téléchargée sur le site Web du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec à www.rcaaq.info

ISBN 978-2-923951-46-1

Dépôt légal - Décembre 2018

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

TABLE DES MATIÈRES

Liste des acronymes	IV
Liste des tableaux et graphiques	V
Le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	6
Contexte	7
Méthodologie	8
Présentation des résultats	10
Profil détaillé des répondants	11
Faits saillants : Profil des répondants	13
Faits saillants : Interactions des répondants avec les services du réseau québécois	14
Appréciation culturelle des services publics	15
Interactions avec le système de la santé et les services sociaux	17
Interactions avec les services judiciaires	19
Interactions avec les services en éducation	22
Interactions avec les services en employabilité	24
Racisme et discrimination	25
Conclusion	27
Bibliographie	28
Annexes	
Fiche thématique : Étudiants postsecondaires	30
Fiche thématique : Familles	31
Fiche thématique : Victimes	32
Fiche thématique : Identité et orientation sexuelle	33
Fiche thématique : Portrait de la situation des femmes	34



LISTE DES ACRONYMES

ANCA	Association nationale des centres d'amitié
AR	Agglomération de recensement
CAVAC	Centres d'aide aux victimes d'actes criminels
INRS	Institut national de la recherche scientifique
IVAC	Indemnisation des victimes d'actes criminels
RCAAQ	Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
RMR	Région métropolitaine de recensement
SDR	Subdivision de recensement

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableau 1 :	Répartition des répondants dans les villes et données générales _____	9
Tableau 2 :	Appréciation culturelle de l'intervention policière _____	20
Graphique 1 :	Appréciation culturelle globale des services publics par ville _____	16
Graphique 2 :	Appréciation culturelle des services publics par secteur de services _____	16
Graphique 3 :	Appréciation culturelle du système de la santé et des services sociaux _____	18
Graphique 4 :	Appréciation culturelle du système de justice _____	19
Graphique 5 :	Appréciation culturelle de système correctionnel _____	21
Graphique 6 :	Appréciation culturelle des services en éducation _____	23
Graphique 7 :	Appréciation culturelle des services en employabilité _____	24
Graphique 8 :	Perception d'avoir été victime de racisme et de discrimination dans les services du réseau québécois _____	26



LE REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC

Fondé en 1976, le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) est l'association provinciale qui représente et regroupe onze Centres d'amitié autochtones du Québec, lesquels sont aussi membres de l'Association nationale des centres d'amitié (ANCA). Tous les Centres affiliés¹ partagent la même vision et sont établis dans des centres urbains où l'on note une présence autochtone significative au Québec. En plus de constituer de véritables carrefours de services de première ligne pour les Autochtones dans les villes, les Centres d'amitié autochtones du Québec constituent des lieux favorables à l'émergence de démarches de revalorisation culturelle, d'affirmation identitaire et de mobilisation citoyenne parmi la population autochtone urbaine. Le Mouvement des Centres d'amitié autochtones², qui représente la plus grande infrastructure de services pour les Autochtones dans les villes au Québec, poursuit la mission d'améliorer la qualité de vie des Autochtones en milieu urbain, de promouvoir la culture et de bâtir des ponts entre les peuples.

Le RCAAQ est un interlocuteur privilégié sur les questions relatives à l'autochtonie urbaine et un acteur incontournable pour favoriser l'équité dans la prestation de services pour les Autochtones dans les villes. Par son expertise et sa vocation

fédératrice, le RCAAQ contribue au développement de solutions concrètes et de politiques publiques innovantes à la faveur du mieux-être des Autochtones qui sont établis ou de passage dans les villes du Québec. À cet égard, le RCAAQ s'efforce depuis plusieurs années de mieux documenter et de mieux comprendre la présence autochtone dans les villes du Québec par le biais de projets de recherche, d'évaluation et de consultation.

Les activités de recherche s'inscrivent dans l'une des principales orientations stratégiques du RCAAQ qui est de contribuer à une meilleure connaissance et compréhension de la réalité des Autochtones dans les villes. Tous les travaux de recherche et d'évaluation du RCAAQ accordent une place prépondérante à la voix des Autochtones urbains. Les résultats de ces travaux permettent de fournir des pistes de solutions efficaces aux défis qui sont observés sur le terrain, notamment en ce qui a trait à l'accessibilité des services du réseau québécois pour les Autochtones en milieu urbain.

¹ Au moment de la publication de cet ouvrage, les organisations membres du RCAAQ sont le Centre d'amitié Eenou de Chibougamau créé en 1969, le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or établi depuis 1974, le Centre d'amitié autochtone de La Tuque créé en 1975, le Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre créé en 1978, le Centre d'amitié autochtone de Lanaudière créé en 2006, le Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles établi depuis 2006, Montréal Autochtone créé en 2012, le Centre d'amitié autochtone de Maniwaki qui existe depuis 2016, le Centre d'amitié autochtone du Lac St-Jean créé en 2016, le Centre MAMUK (géré par la Maison communautaire Missinak) créé en 2018 et le Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières qui est membre à part entière du RCAAQ depuis 2018.

² Le Mouvement des Centres d'amitié autochtones du Québec est composé du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec et des Centres d'amitié et autres organisations autochtones urbaines affiliées.

CONTEXTE

Au Québec, la population autochtone affiche des caractéristiques sociodémographiques distinctes de la population générale : les individus sont en moyenne plus jeunes, les familles sont souvent plus nombreuses et il s'agit d'une population significativement plus mobile que la population non autochtone (Lévesque, 2016). On sait également que la croissance démographique de la population autochtone est plus rapide que celle de la population québécoise en général et que cette croissance est encore plus rapide dans les villes que dans les communautés territoriales³. Ainsi, la présence autochtone urbaine⁴ n'a cessé de croître et de se diversifier au cours des dernières décennies au Québec (Lévesque et Cloutier, 2013)⁵.

Composant plus de la moitié de la population autochtone du Québec⁶, les Autochtones des villes ne peuvent plus être écartés des grands débats sociaux, politiques, économiques et juridiques qui engagent les Peuples autochtones ainsi que la société québécoise. Si la ville constitue un lieu de passage obligé pour de nombreux Autochtones qui nécessitent des services spécialisés ou qui fuient un climat familial ou communautaire difficiles, il s'agit aussi pour plusieurs d'un choix délibéré guidé par un désir d'épanouissement et de réalisations (personnelles, professionnelles, artistiques, etc.). D'ailleurs, pour un nombre grandissant d'Autochtones au Québec, la ville est le lieu où ils sont nés, d'où l'établissement d'une deuxième, voire d'une troisième génération autochtone dans plusieurs villes (Lévesque, 2016).

La présence autochtone dans les villes du Québec est donc un phénomène relativement nouveau et complexe, d'autant plus que la population autochtone urbaine est extrêmement diversifiée tant sur le plan culturel et linguistique qu'en termes d'âge, de genre, de niveau de revenu, de région d'origine, de contexte familial, de scolarité, d'orientation sexuelle et d'occupation. Or, les enjeux sociaux, politiques, économiques et administratifs qui se rapportent à la présence autochtone dans les villes sont encore mal compris et peu documentés au Québec. En effet, nous faisons face à un important déficit de connaissances scientifiques à l'égard des Autochtones en milieu urbain, ce qui peut constituer un obstacle à la mise en place de services qui répondent adéquatement à leurs besoins. Cet état de situation est exacerbé par une méconnaissance généralisée des cultures autochtones de même que du contexte historique, politique et légal spécifique aux Peuples autochtones parmi les décideurs et la population québécoise en général.

Des travaux de recherche comme celui-ci sont donc nécessaires tant pour documenter les réalités autochtones urbaines que pour améliorer l'ensemble des relations qui ont lieu avec les Autochtones au sein de la société québécoise.

³ On entend par « communautés territoriales » les réserves indiennes au sens de la Loi sur les Indiens de même que les terres réservées aux Cris, les terres réservées aux Naskapis et les villages nordiques situés au Nunavik, la portion de l'Inuit Nunangat qui se trouve au Québec.

⁴ Le terme « présence autochtone urbaine » fait référence aux Autochtones qui résident ou sont de passage dans les villes, donc en dehors des communautés territoriales.

⁵ À titre indicatif, la population autochtone des villes de Chibougamau, Joliette, La Tuque, Montréal, Québec et Trois-Rivières ont toutes connu une augmentation de plus de 85 % entre 2006 et 2016 (Statistique Canada, 2008 et 2018).

⁶ Selon les données du recensement de 2016 de Statistique Canada, on estime au Québec que 55 % des membres des Premières Nations résident en dehors des réserves ou terres réservées et que 15 % des Inuits résident en dehors du Nunavik (Statistique Canada, 2018).



MÉTHODOLOGIE

Le RCAAQ a réalisé en 2016 et 2017 une vaste collecte de données afin de mieux comprendre les réalités, les besoins et les préoccupations de la population autochtone urbaine quant à l'accès aux services publics offerts par le réseau québécois. Dans le cadre de cette enquête d'envergure provinciale, un questionnaire comportant 82 questions a été distribué dans 13 villes du Québec auprès d'Autochtones adultes de tous âges qui y habitent ou qui y transitent.

Dans chaque ville, des sondeurs ont été formés par l'équipe de recherche afin de recruter les participants, de distribuer les questionnaires et de s'assurer du bon déroulement de la collecte de données. Les 13 villes où le questionnaire a été distribué sont les suivantes : Chibougamau, Joliette, La Tuque, Maniwaki, Montréal, Québec, Roberval, Saguenay, Senneterre, Sept-Îles, Shawinigan, Trois-Rivières et Val-d'Or⁷.

Au total, 1723 personnes ont répondu au questionnaire qui portait, d'une part, sur leur situation sociodémographique et d'autre part, sur leurs expériences et impressions par rapport aux services sociaux, au système judiciaire, aux services d'aide aux victimes, au système d'éducation, au système de la santé ainsi qu'aux services d'aide à l'emploi.

La présente étude repose sur le plus important échantillon de population autochtone urbaine ayant été recueilli à ce jour au Québec, d'où le grand intérêt qu'elle suscite. À l'échelle provinciale, la taille de l'échantillon permet d'accorder aux résultats un niveau de confiance de plus de 95 % pour l'ensemble des réponses au questionnaire.

Soulignons que dans le cadre de ce même projet de recherche, des groupes de discussion ont aussi été conduits dans trois régions du Québec auprès d'acteurs-clés du milieu autochtone et du réseau québécois afin de compléter et de raffiner le portrait.

Les réponses aux questionnaires ainsi que les données qualitatives recueillies lors des groupes de discussion ont été compilées et analysées. Les résultats qui en découlent permettent de dresser un portrait provincial des besoins des Autochtones qui habitent ou transitent dans les villes. Les résultats apportent également une meilleure compréhension des facteurs qui limitent l'accès des Autochtones aux services du réseau québécois.

⁷ Certains participants ont répondu à partir d'une ville où il n'y a pas de Centre d'amitié (Shawinigan) tandis que d'autres ont répondu à partir d'une ville où le Centre d'amitié existait depuis moins d'un an au moment de la collecte de données (Roberval et Maniwaki).

Le tableau qui suit détaille le nombre de répondants ayant complété le questionnaire dans chaque ville. Les deux colonnes de droite présentent des données générales tirées du recensement de 2016 sur la population autochtone dans chacune des villes (Statistique Canada, 2018⁸).

Tableau 1 : Répartition des répondants dans les villes et données générales

Ville	Nombre de répondants	% de répondants qui font partie des Premières Nations	Population autochtone dans la ville ⁹	% d'Autochtones parmi la population totale de la ville
Chibougamau	46	98	520 (SDR)	7,0 %
Joliette	50	100	930 (AR)	2,0 %
La Tuque	112	98	1 200 (SDR)	11,2 %
Maniwaki	58	94	890 (SDR)	24,4 %
Montréal ¹⁰	163	66	34 750 (RMR)	0,9 %
Québec	464	91	11 515 (RMR)	1,5 %
Roberval	106	99	970 (SDR)	10,3 %
Saguenay	183	99	6 705 (RMR)	4,3 %
Senneterre	50	98	175 (SDR)	6,3 %
Sept-Îles	96	98	5 250 (AR)	18,7 %
Shawinigan	50	99	830 (AR)	1,6 %
Trois-Rivières	142	99	2 280 (RMR)	1,5 %
Val-d'Or	85	91	2 905 (AR)	8,8 %
Autres villes	118	—	—	—

À l'échelle provinciale, les données qui ont été recueillies permettent de présenter un portrait représentatif de la population autochtone urbaine du Québec en ce qui a trait à tous les éléments ciblés par le questionnaire. À l'échelle locale, il faut cependant souligner que l'échantillon n'est pas suffisamment important pour être représentatif de la population autochtone. Les données locales nous permettent donc de relever certaines tendances, sans toutefois représenter avec précision les réalités et besoins de la population autochtone dans chacune des villes.¹¹

le peu de données dont nous disposons sur la population autochtone urbaine, les conclusions et tendances qui s'en dégagent doivent être considérées comme des pistes de réflexion ou encore comme le point de départ de démarches de recherche ultérieures qui permettront d'approfondir différentes questions qui demeurent en suspens. Enfin, il est attendu et souhaité que les résultats de cette enquête puissent appuyer et orienter le processus de réflexion et de construction qui s'impose autour de la prestation de services pour les Autochtones en milieu urbain au Québec.

Ainsi, les résultats de cette étude sont importants puisqu'il s'agit de l'une des premières recherches de cette ampleur sur les réalités autochtones urbaines au Québec. Cependant, étant donné

⁸ Les données du Recensement de 2016 sont organisées, selon la taille de la ville, soit en Région métropolitaine de recensement (RMR), Agglomération de recensement (AR) ou Subdivision de recensement (SDR). Il est à noter que dans les SDR, la population des réserves indiennes voisines ou enclavées sont toujours exclues, tandis qu'elles sont incluses dans le cas des RMR et des AR.

⁹ Nombre de personnes ayant déclaré avoir une identité autochtone (Première Nation, Inuit ou identité métisse) et dont le lieu de résidence principal se trouve dans la ville, selon les données du recensement de 2016 de Statistique Canada.

¹⁰ À noter que 22 % des répondants de Montréal sont Inuit.

¹¹ Rappelons que la taille et la composition de la base de sondage dont il est question, soit la population autochtone urbaine du Québec, sont inconnus. De telles conditions imposent une stratégie de collecte de données plus flexible et invitent à une certaine prudence dans l'interprétation des résultats, notamment pour les sous-groupes de l'échantillon.



PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

En premier lieu, les résultats de cette étude permettent de mieux comprendre la réalité des Autochtones en milieu urbain grâce à l'analyse descriptive des caractéristiques individuelles et socio-démographiques des répondants. Ensuite, l'analyse plus approfondie des données apporte un éclairage nouveau sur la qualité des interactions entre les Autochtones et le réseau québécois de services publics ainsi que sur le niveau d'accessibilité de ces services. Enfin, certains répondants ont été regroupés en fonction de variables communes, ce qui nous permet de présenter le profil de certains groupes spécifiques comme les étudiants postsecondaires, les familles, les minorités sexuelles, etc. Des fiches thématiques viennent donc compléter le présent portrait provincial des réalités autochtones urbaines et de l'accessibilité aux services.

PROFIL DÉTAILLÉ DES RÉPONDANTS



LANGUE DE RÉPONSE AU QUESTIONNAIRE

86% FRANÇAIS
14% ANGLAIS



GENRE

36% — HOMMES
63% — FEMMES
1% — AUTRE IDENTITÉ DE GENRE



ÂGE MOYEN: 35 ANS

MOINS DE 20 ANS : **7,8%**

20-29 ANS : **32,5%**

30-39 ANS : **26,6%**

40-49 ANS : **17,7%**

50-59 ANS : **10,2%**

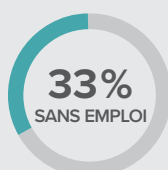
60-69 ANS : **4,2%**

70 ANS ET PLUS : **1,0%**

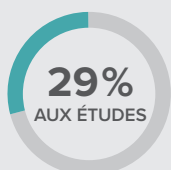
SITUATION PERSONNELLE



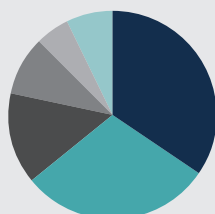
- › TEMPS PLEIN : **21,7%**
- › TEMPS PARTIEL : **6,7%**
- › SAISONNIER : **3,8%**
- › TRAVAIL AUTONOME : **2,9%**



- › AIDE SOCIALE : **23,0%**
- › ASSURANCE-EMPLOI : **4,8%**
- › SANS PRESTATION : **4,7%**



REVENU ANNUEL DU MÉNAGE



■ **34%** — MOINS DE 10 000 \$
■ **29%** — 10 000 À 19 999 \$
■ **14%** — 20 000 À 29 999 \$
■ **9%** — 30 000 À 39 000 \$
■ **5%** — 40 000 À 49 999 \$
■ **9%** — 50 000 \$ ET +

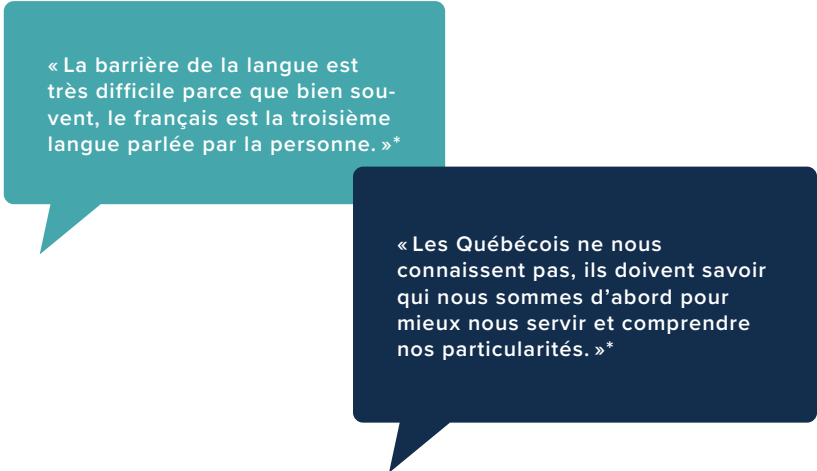
NATION

9,1% — ALGONQUINE
33,6% — ATIKAMEKW
8,2% — CRIE
37,4% — INNUE
2,4% — INUITE
2,2% — HURONNE-WENDAT
0,2% — MALÉCITE
1,4% — MICMAQUE
0,7% — MOHAWK
0,9% — NASKAPIE
3,5% — AUTRES

PRÉSENCE EN MILIEU URBAIN

15,6% — DEPUIS TOUJOURS
33,5% — PLUS DE 5 ANS
22,5% — 1 À 5 AN(S)
15,5% — MOINS DE 1 AN
12,8% — DE PASSAGE

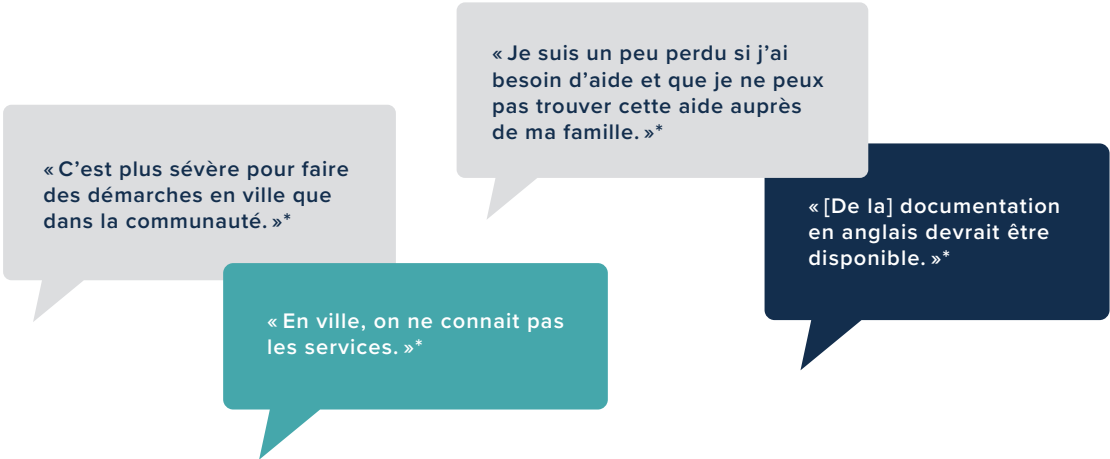




« La barrière de la langue est très difficile parce que bien souvent, le français est la troisième langue parlée par la personne. »*

« Les Québécois ne nous connaissent pas, ils doivent savoir qui nous sommes d'abord pour mieux nous servir et comprendre nos particularités. »*

Le profil des répondants montre bien la diversité qui existe au sein de la population autochtone urbaine tant en termes d'âge, de situation socio-économique, du temps passé en ville, de la Nation d'origine et de la langue. Ces données concordent avec les résultats préliminaires d'une autre enquête provinciale menée en 2009 et en 2010 auprès de presque 1 000 Autochtones dans 10 villes où est établi un Centre d'amitié autochtone¹². En effet, cette première enquête provinciale de moins grande envergure avait révélé des dynamiques de mobilité intenses, une relation étroite entre la ville et la communauté, des familles nombreuses et une grande diversité de parcours, de langues et de choix de vie parmi les Autochtones des villes (Lévesque, 2016).



« C'est plus sévère pour faire des démarches en ville que dans la communauté. »*

« Je suis un peu perdu si j'ai besoin d'aide et que je ne peux pas trouver cette aide auprès de ma famille. »*

« En ville, on ne connaît pas les services. »*

« [De la] documentation en anglais devrait être disponible. »*

¹² Pour en savoir plus : Rolando Lambrana et Jonathan Abitbol, 2013. « La tournée provinciale de l'Alliance de recherche ODENA. Bilan de la phase 1 », Cahier Odena n° 2013-01, Alliance de recherche Odena, Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, Montréal.

FAITS SAILLANTS

PROFIL DES RÉPONDANTS



63% des répondants ont déclaré que le revenu de leur ménage est de moins de 20 000\$.



33% sont sans emploi, vivant soit de prestation d'assurance-emploi, de prestation d'aide de dernier recours ou ne bénéficiant d'aucune source de revenus.



65% sont parents; **42%** d'entre eux ont au moins un enfant de 5 ans ou moins.



31% ont déjà été victime d'un acte criminel, soit **26,7%** des hommes et **33,3%** des femmes.



49% des répondants n'ont pas de diplôme de niveau secondaire.

40% des répondants se considèrent comme raccrocheurs, c'est-à-dire que leur parcours scolaire n'a pas été continu.



86% ont déjà vécu dans une réserve.

49% vivent en ville depuis plus de 5 ans.



FAITS SAILLANTS

INTERACTIONS DES RÉPONDANTS AVEC LES SERVICES DU RÉSEAU QUÉBÉCOIS



70% ont eu recours au service du réseau québécois de santé et de services sociaux. **18%** de leurs demandes n'ont pas obtenu la réponse souhaitée.

22% déclarent ne pas connaître adéquatement les services du réseau québécois de santé et de services sociaux ou jugent qu'il n'offre pas les services dont ils ont besoin.



34% ont déjà eu des besoins particuliers en matière d'éducation, dont plus de la moitié au cours de la dernière année.



46% ont été en contact avec le système de justice québécois qui comprend les tribunaux, avocats, procureurs, etc. Pour **71%** d'entre eux, le dernier contact avec le système de la justice date de moins de 5 ans.



Seulement **13%** ont eu recours à des services d'aide aux victimes (CAVAC). Parmi les femmes qui ont eu recours à des services d'aide aux victimes, **60%** l'ont fait au cours des 5 dernières années.



Globalement, **le quart** des répondants qui ont eu recours aux services publics en éducation, santé et services sociaux et employabilité n'ont pas été satisfaits de l'aide qu'ils ont obtenue.



Seulement **25 %** considèrent que les services du réseau québécois sont plutôt ou très adaptés à leurs valeurs, à leur culture et à la réalité autochtone.



57% des répondants ont mentionné avoir été victimes de racisme au sein du réseau de services québécois.

APPRÉCIATION CULTURELLE DES SERVICES PUBLICS

Création d'un « indice baromètre » réflétant le niveau d'appréciation des services

Les répondants au questionnaire de cette étude étaient invités à qualifier leur niveau d'appréciation des services publics en fonction de leur adaptation culturelle. Par exemple, à la question «*De manière générale, avez-vous l'impression que les services du réseau de la santé et de services sociaux du Québec sont adaptés à vos valeurs, à votre culture et à votre réalité?*», les répondants pouvaient choisir une des cinq réponses suivantes :

- Très inadaptés
- Plutôt inadaptés
- Moyennement inadaptés
- Plutôt adaptés
- Très adaptés

Lors de l'analyse de ces résultats, nous avons créé un « indice baromètre » qui reflète le niveau d'appréciation globale de la pertinence des services publics par rapport à la culture, aux valeurs et aux réalités autochtones.

Méthodologiquement, une valeur différente fut attribuée à chaque réponse de la manière suivante :

+20	pour <i>Très adaptés</i>	PERCEPTION POSITIVE
+10	pour <i>Plutôt adaptés</i>	▲
0	pour <i>Moyennement adaptés</i>	
-10	pour <i>Plutôt inadaptés</i>	▼
-20	pour <i>Très inadaptés</i>	PERCEPTION NÉGATIVE

Cet exercice a permis de simplifier la présentation des résultats en lien avec le degré d'appréciation des services et de rendre cette présentation plus claire pour un large public.

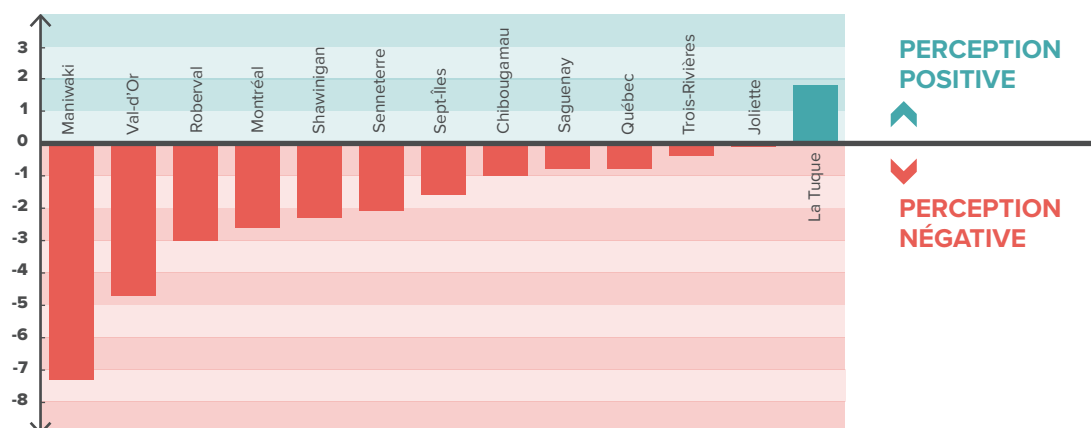
Un résultat en dessous de 0 indique que les répondants ont effectué une évaluation globalement plus négative que positive.

Les écarts et les disparités qui existent entre les Autochtones et les Québécois et Canadiens en matière de santé et de services sociaux sont amplement documentés. De plus, même lorsque les services sont disponibles en milieu urbain, ils sont souvent moins fréquentés par les Autochtones. Ce double constat nous amène à imaginer des solutions qui vont au-delà de la simple adaptation des services existants, le tout afin de favoriser un accès équitable des Autochtones aux services publics. La pertinence et la sécurisation culturelle sont des éléments clés dans l'élaboration de telles solutions (RCAAQ, 2016).



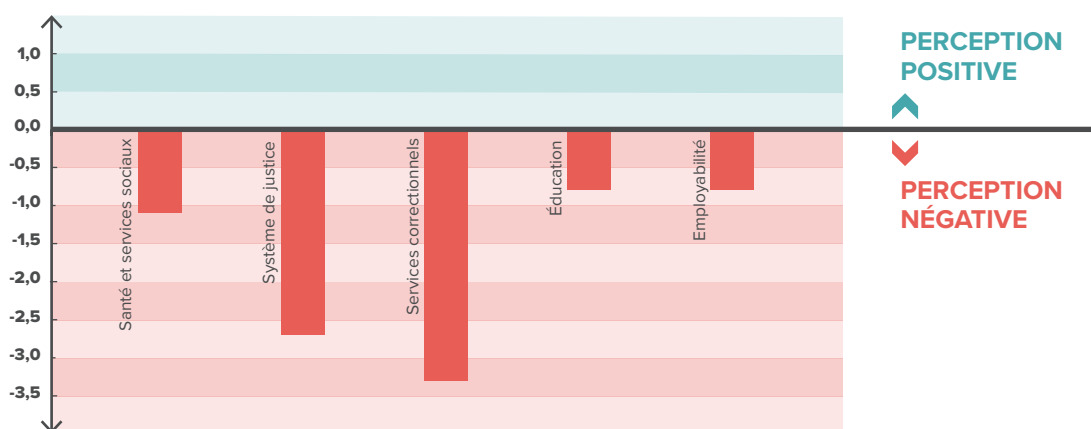
Le graphique qui suit présente un portrait par ville des résultats en ce qui a trait à la pertinence des services par rapport à la culture, aux valeurs et aux réalités autochtones. Il s'agit du résultat combiné des indices d'appréciation culturelle pour tous les secteurs de services du réseau québécois, soit santé et services sociaux, système de justice, services correctionnels, éducation et employabilité. Cette comparaison est faite à l'aide de l'indice baromètre expliqué précédemment.

Graphique 1 : Appréciation culturelle globale des services publics par ville¹³



Le graphique suivant illustre le niveau d'appréciation culturelle des services de la part de l'ensemble des répondants en comparant les différents secteurs de services publics. Pour ce faire, l'indice baromètre expliqué précédemment a encore une fois été utilisé.

Graphique 2 : Appréciation culturelle des services publics par secteur de services



On constate une grande variation de l'appréciation des différents services par les répondants. Ainsi, la section qui suit porte sur la quantité et sur la qualité des interactions entre les Autochtones et les différents secteurs de services publics. Cette présentation des résultats par secteur de services permet de mieux saisir les distinctions et spécificités qui se rapportent à chacun.

¹³ La présentation des données par ville illustre certaines tendances locales, mais ne peut pas servir à faire des comparaisons entre les villes.

INTERACTIONS AVEC LE SYSTÈME DE LA SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX



Dans le cadre du présent portrait, les services de santé et services sociaux sont ceux pour lesquels les répondants ont effectué le plus grand nombre de demandes.

70 % des répondants ont fait une ou plusieurs demandes de services en santé ou services sociaux. Parmi ceux-ci :



ont fait une demande de services pour un problème de santé physique.



avaient besoin de services suite à la violence sexuelle ou physique.



avaient un besoin en santé mentale pour eux ou un de leur enfant.



avaient un besoin lié au logement.



souhaitaient de l'aide pour régler un problème de dépendance, de consommation de drogue ou d'alcool.



Cependant, 18% des répondants ayant tenté d'obtenir de l'aide auprès du réseau québécois n'ont pas obtenu de réponse satisfaisante à leur besoin. Ce résultat est préoccupant si l'on tient compte du type de motifs pour lesquels les répondants ont effectué des demandes de services.

« Parfois, je ne comprends rien quand les médecins me parlent. J'aimerais avoir quelqu'un qui m'accompagne pour m'expliquer dans ma langue, pour que je comprenne. »*

« [Il devrait y] avoir plus d'intervenants autochtones en milieu hospitalier. »*



« L'approche des gens avec moi est importante. Je peux me refermer sur moi-même rapidement si la personne devant moi m'intimide ou me fait sentir mal. »*

« Plus d'intervenants autochtones seraient bienvenus dans les rues. »*

De plus, les réponses aux questionnaires permettent de **dégager certains constats** :

15 %

des répondants ne connaissent pas bien les services du réseau québécois de la santé et des services sociaux.

8 %

des répondants estiment que ce réseau n'offre pas les services dont ils ont besoin.

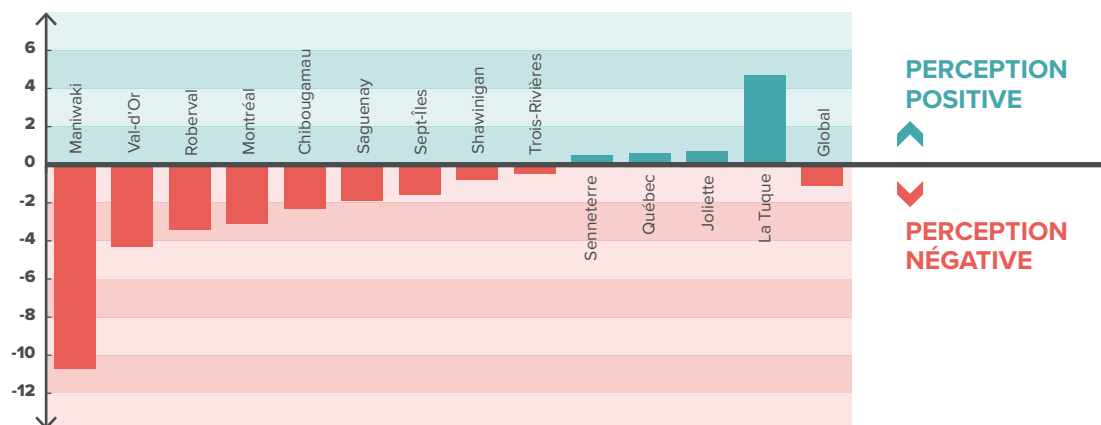
12 %

des répondants ont évoqué une barrière culturelle freinant l'accès aux services en santé et services sociaux, soit la barrière de langue, la crainte du racisme ou l'inadéquation des services offerts avec les valeurs autochtones.

De manière générale, les données de l'enquête font d'abord ressortir une méconnaissance des services offerts par le réseau québécois en santé et services sociaux. La question culturelle semble également influencer la qualité et l'accessibilité des services qui sont disponibles pour les Autochtones dans les villes du Québec. En effet, plusieurs ont affirmé ne pas avoir tenté d'obtenir des services pour des raisons culturelles ou linguistiques tandis que d'autres ont eu recours à des services, mais estiment que leur besoin n'a pas été adéquatement répondu pour des motifs liés à leur réalité en tant qu'Autochtones.

Le graphique suivant illustre les réponses qui ont été données à la question suivante : « De manière générale, avez-vous l'impression que les services de santé et les services sociaux du Québec sont adaptés à vos valeurs, à votre culture et à votre réalité ? ». L'indice baromètre expliqué précédemment a de nouveau été utilisé afin d'illustrer l'appréciation culturelle des services par les répondants de chacune des villes.

Graphique 3 : Appréciation culturelle du système de la santé et des services sociaux



INTERACTIONS AVEC LES SERVICES JUDICIAIRES



SYSTÈME DE JUSTICE

« Plusieurs ont peur du système judiciaire qui n'est pas adapté à leur réalité. »*

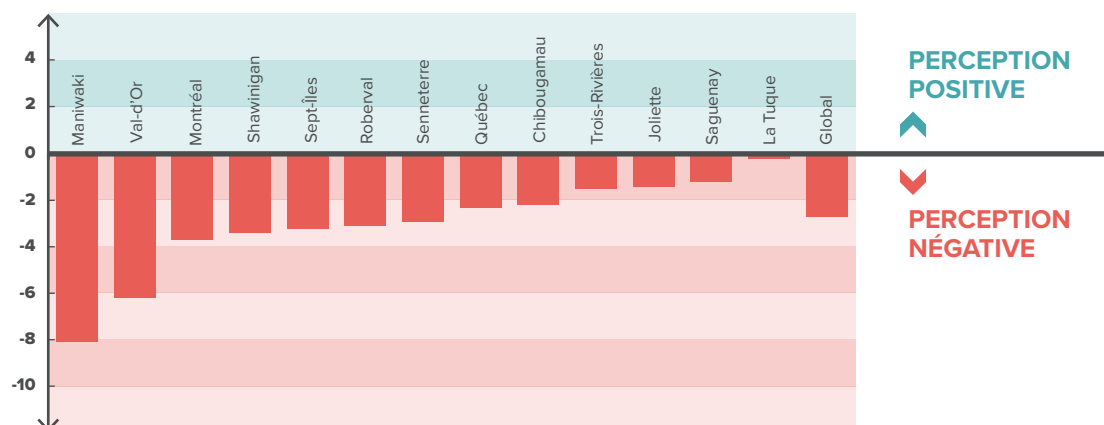
Près de la moitié des répondants (46 %) ont été en contact avec le système de justice québécois qui comprend les tribunaux, les avocats, les procureurs, etc.

19% À TITRE D'ACCUSÉS | **11%** À TITRE DE VICTIMES | **7%** À TITRE DE TÉMOINS | **9%** POUR D'AUTRES MOTIFS

Parmi les répondants ayant été en contact avec le système de justice : **29 %** ont vécu cette expérience il y a plus de 5 ans tandis que **41 %** ont vécu cette expérience au cours de la dernière année.

Le graphique qui suit présente le niveau d'appréciation culturelle du système de justice québécois en fonction de la ville des répondants. L'indice baromètre expliqué précédemment a été utilisé afin d'illustrer les réponses données à la question suivante : « De manière générale, avez-vous l'impression que le système de justice québécois est adapté à vos valeurs, à votre culture et à votre réalité ? »

Graphique 4 : Appréciation culturelle du système de justice



* Extraits de réponses détaillées des répondants au questionnaire.





SERVICES POLICIERS

56 % des répondants ont été en contact avec les services policiers.

- ✓ **L'arrestation** constitue la principale raison évoquée à cet égard (18 %).
- ✓ Une proportion légèrement plus faible des répondants (14 %) a fait appel aux services policiers pour formuler une **plainte**.
- ✓ Aussi, 10 % des participants ont évoqué comme motif le fait qu'ils aient été **victimes** d'un incident.
- ✓ Les autres ont mentionné avoir été en contact avec les policiers pour un **constat d'identité** (7 %) ou à titre de **témoins** (7 %).

À l'égard de l'appréciation culturelle de l'intervention policière, les participants ont répondu à la question suivante : « De manière générale, avez-vous l'impression que l'intervention policière est adaptée à vos valeurs, votre culture et votre réalité ? ». Le tableau qui suit présente les résultats en lien avec cette question.

Tableau 2 : Appréciation culturelle de l'intervention policière

	PLUTÔT ET TRÈS RESPECTUEUSE	MOYENNEMENT RESPECTUEUSE	PLUTÔT ET TRÈS IRRESPECTUEUSE
CHIBOUGAMAU			
JOLIETTE			
LA TUQUE			
MANIWAKI			
MONTRÉAL			
QUÉBEC			
ROBERVAL			
SAGUENAY			
SENNETERRE			
SEPT-ÎLES			
TROIS-RIVIÈRES			
VAL-D'OR			
PROVINCIAL			

« [...] on n'est pas écoutés quand on dénonce. Les personnes n'ont pas nécessairement confiance dans le service de police pour porter plainte. »*

« On a peur de la police. »*



SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES

Presque un répondant sur trois (30%) affirme ne pas connaître les services d'aide aux victimes.

Malgré un taux de victimisation très élevé (31%), seulement 13% de l'ensemble des répondants ont eu recours aux services du Centre d'aide aux victimes d'acte criminel (CAVAC).

Par ailleurs, seulement 6,5% des répondants ont fait des demandes au programme d'Indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC); 73% de l'ensemble des répondants déclarent ne pas connaître ce programme.

L'analyse des données révèle que les services d'aide aux victimes qui sont offerts dans le réseau québécois sont largement méconnus par les Autochtones et ce, dans toutes les régions du Québec.

« J'aimerais que de l'aide aux Autochtones soit offerte dans toutes les étapes de procédures judiciaires. »*

« [...] ayant été victime, je ne sais pas où aller ni vers qui me diriger. J'aurais aimé avoir un accompagnement. »*



SYSTÈME CORRECTIONNEL

17% des répondants ont déjà été en contact avec le système correctionnel (provincial ou fédéral), soit 264 répondants.

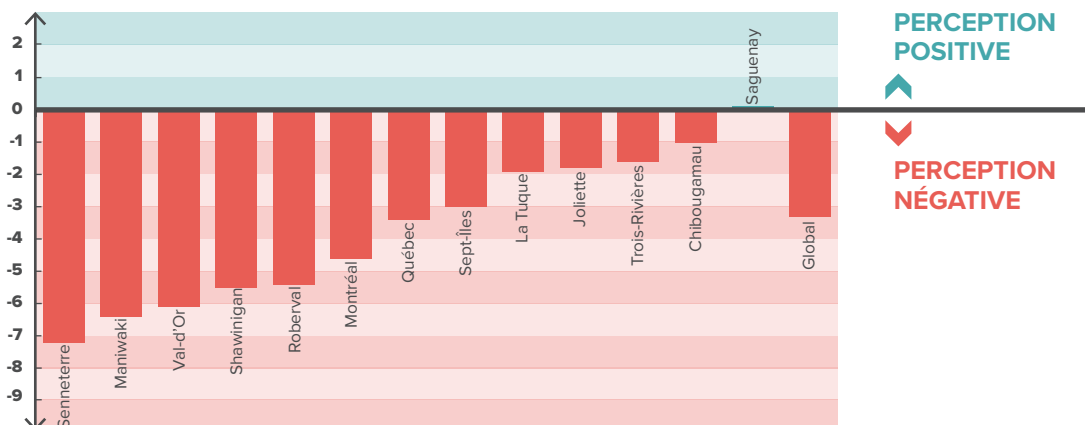
De ce nombre, plusieurs ont purgé une peine de détention en milieu carcéral, mais certains ont été détenu de manière préventive (11,4%) et plusieurs ont été condamnés à purger une peine dans la collectivité (37,5%) tandis que d'autres ont fréquenté des centres de détention dans le cadre de l'emprisonnement d'un proche (18,6%).

Il faut souligner que parmi les répondants ayant déjà été pris en charge par le système correctionnel, seulement 3,41% ont été condamnés à une peine de détention de plus de 2 ans.

Chez les hommes, la proportion d'individus ayant été en contact avec le système correctionnel est significativement plus élevée que chez les femmes (28,2% et 10,8% respectivement).

De manière générale, on a demandé à tous les répondants s'ils ont l'impression que le système correctionnel tant provincial que fédéral est adapté à leurs valeurs, à leur culture et à leur réalité en tant qu'Autochtones. Le graphique suivant présente l'appréciation culturelle du système correctionnel en fonction de la ville des répondants. Pour ce faire, l'indice baromètre expliqué précédemment a une fois de plus été utilisé.

Graphique 5 : Appréciation culturelle du système correctionnel



* Extraits de réponses détaillées des répondants au questionnaire.



INTERACTIONS AVEC LES SERVICES EN ÉDUCATION



Niveau de scolarité des répondants

49 %

AUCUN DIPLÔME
D'ÉTUDES

29 %

DIPLÔME D'ÉTUDE
DE NIVEAU SECONDAIRE

- > DES : **13 %**
- > DEP : **9 %**
- > Collégial entamé : **7 %**

14 %

DIPLÔME DE NIVEAU
COLLÉGIAL

- > DEC : **7 %**
- > Universitaire entamé : **7 %**

8 %

DIPLÔME DE NIVEAU
UNIVERSITAIRE

- > Premier cycle universitaire complété : **6 %**
- > Cycles supérieurs complétés ou non : **2 %**

Il est important de souligner que 40 % de l'ensemble des répondants se considèrent comme raccrocheurs, c'est-à-dire que leur parcours scolaire n'a pas été continu. On peut en déduire que les Autochtones ont très souvent des parcours scolaires différents de ce qui est la norme parmi la population non autochtone.

Pour l'ensemble des répondants, 518 ont déjà eu recours à des services pour répondre à des besoins particuliers en éducation. Ces derniers ont fait une demande de services en éducation pour eux-mêmes (30 %), pour un de leurs enfants (45 %), ou pour un autre membre de leur famille (19 %). Dans 50 % des cas, la demande de service en éducation a été faite au cours de la dernière année. On dénombre prioritairement des demandes pour les services suivants :



orthopédagogie



psychoéducation



orthophonie



éducation spécialisée



psychologie scolaire

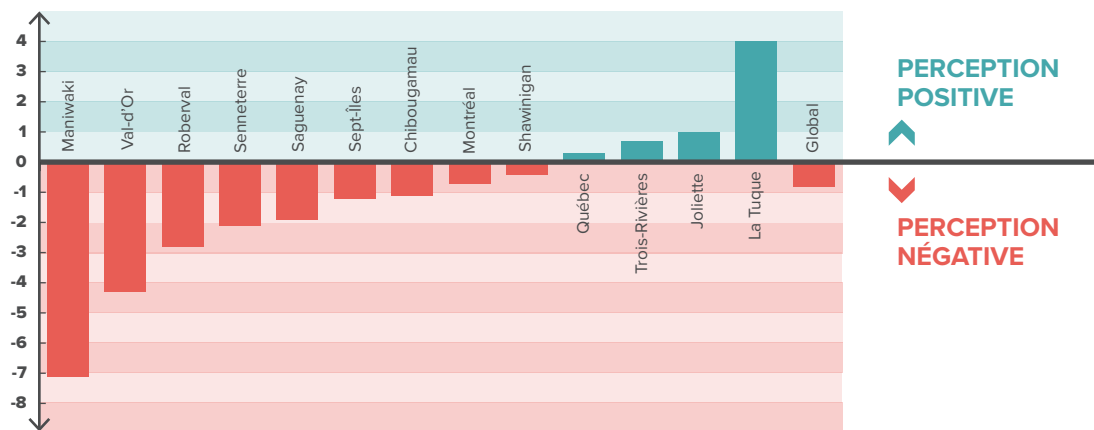


travail social

Dans 31 % des cas, les répondants estiment que leur besoin particulier en éducation n'a pas été satisfait de manière adéquate ou satisfaisante. Dans plus de la moitié des cas (57,5%), les répondants ont affirmé ne pas avoir obtenu l'aide demandée par crainte de racisme, en raison d'une barrière de langue, parce que les services ne cadraient pas avec leurs valeurs ou en raison de leur statut Indien. On constate donc que des obstacles culturels limitent l'accès à des services spécialisés en éducation pour un grand nombre d'Autochtones au Québec.

Le graphique suivant illustre les réponses qui ont été données à la question suivante : « De manière générale, avez-vous l'impression que les services éducatifs du réseau québécois sont adaptés à vos valeurs, à votre culture et à votre réalité? ». Encore une fois, l'indice baromètre a été utilisé afin d'illustrer le niveau d'appréciation culturelle des répondants.

Graphique 6 : Appréciation culturelle des services en éducation



« Pour quelqu'un qui ne parle pas la langue française, c'est difficile les études, tu dois redoubler d'efforts pour réussir. »*

« J'ai peur que mes enfants vivent de la discrimination comme nous. »*

* Extraits de réponses détaillées des répondants au questionnaire.



INTERACTIONS AVEC LES SERVICES EN EMPLOYABILITÉ



34% des répondants ont déjà eu recours aux services du réseau québécois en employabilité, soit 512 personnes.

Les principaux besoins ayant motivé des demandes d'aide en employabilité sont :

- ☒ l'accompagnement à la recherche d'emploi;
- ☒ les services d'orientation professionnelle;
- ☒ les services de préparation à l'entrevue d'embauche.

« On nous dit souvent qu'on n'a pas ce qu'il faut, qu'on n'a pas les bons papiers, qu'on n'a pas la formation qu'il faut. »*

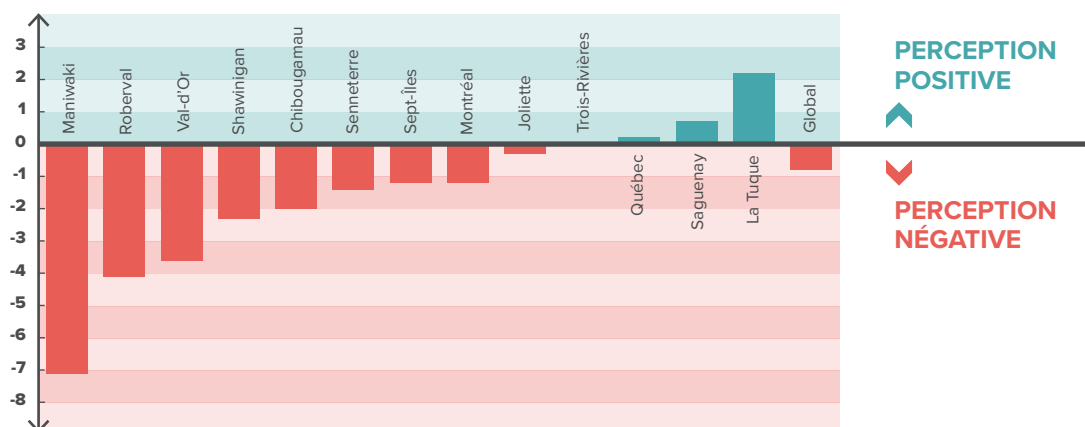
« C'est difficile de passer des entrevues à cause de la langue. Des fois on veut dire une chose, mais c'est autre chose qui sort. »*

Dans 74% des cas, les demandes de services ont été effectuées au cours des cinq dernières années.

32% des répondants ayant présenté des demandes pour des services d'employabilité jugent qu'ils n'ont pu avoir accès aux services pour des motifs qui relèvent de barrières culturelles (crainte de racisme, langue ou inadaptation des services à la culture autochtone).

Le prochain graphique présente un portrait comparé par ville de la pertinence culturelle des services en employabilité par rapport à la culture, aux valeurs et aux réalités autochtones. Pour ce faire, l'indice baromètre a été utilisé tel qu'expliqué précédemment.

Graphique 7 : Appréciation culturelle des services en employabilité



RACISME ET DISCRIMINATION



57 % de l'ensemble des répondants expriment avoir été victimes de racisme dans le contexte des services publics du réseau québécois.

En effet, 912 personnes ont répondu par l'affirmative à la question suivante : «Avez-vous déjà eu la perception d'être victime de racisme et de discrimination dans les services du réseau québécois parce que vous étiez Autochtone ?».

Voici le profil de ces 912 répondants.



58 % des victimes ont des enfants à charge.



77 % ont présenté des demandes pour des services en santé et services sociaux.

20 % de ces demandes n'ont pas été satisfaites.



38 % ont présenté des demandes pour des services spécialisés en éducation.

31 % de ces demandes n'ont pas été satisfaites.



37 % ont également été victimes d'un acte criminel.

« [...] on ne dit pas que l'on est Autochtone par peur d'être mal perçu par les autres en position d'autorité. »*

« On a besoin de services, mais on a peur de les utiliser. »*

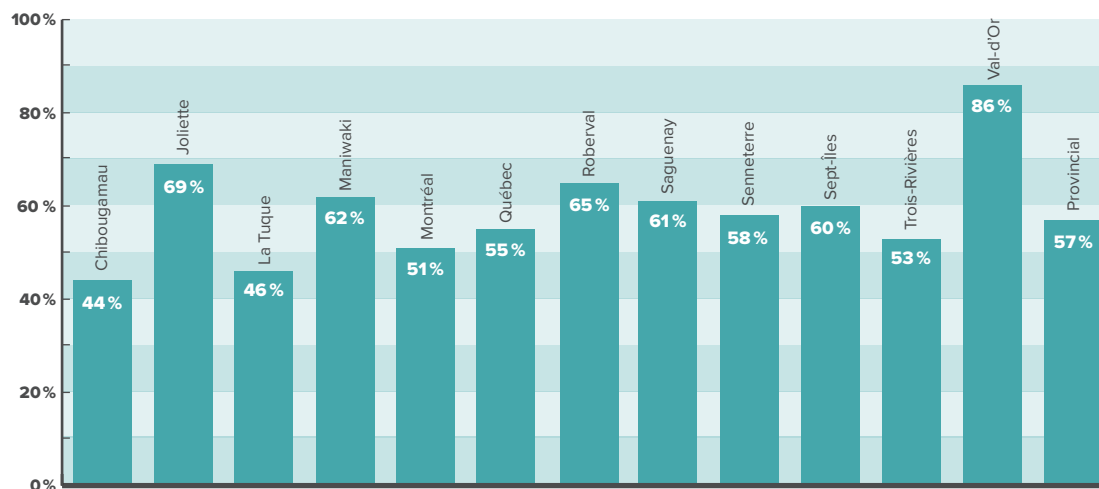
« Nous sommes tous étiquetés. »*

* Extraits de réponses détaillées des répondants au questionnaire.



Le graphique qui suit présente la proportion de répondants ayant été victimes de racisme dans chaque ville.

Graphique 8 : Perception d'avoir été victime de racisme et de discrimination dans les services du réseau québécois



Il faut souligner que parmi tous les groupes et sous-groupes de répondants, il y a un peu plus de la moitié des répondants qui ont déclaré avoir été victimes de racisme dans le cadre de l'utilisation des services du réseau québécois. En d'autres mots, l'analyse croisée des données ne permet pas de relever un profil type des Autochtones victimes de racisme ni une corrélation significative entre un facteur personnel et la victimisation si ce n'est que le fait d'être Autochtone.

« Ils ne connaissent pas l'impact des pensionnats sur les générations qui ont suivi. »*

« Il faudrait former les gens qui nous reçoivent dans les services publics. Il faudrait que les Blancs se pratiquent à recevoir convenablement les Autochtones et qu'ils comprennent qui nous sommes, ce qui est notre histoire, ce qu'on a eu à traverser... »*

« On a peur d'être jugés, de ne pas être compris. »*

CONCLUSION

Les principaux constats qui se dégagent de ce portrait sur la situation des Autochtones dans les villes au Québec et sur l'accès aux services publics sont les suivants :

- »—> Malgré leur disponibilité dans toutes les villes incluses dans cette étude, les services en santé et services sociaux sont sous-utilisés par les Autochtones si on tient compte des caractéristiques et des besoins de cette population.
- »—> L'offre de services publics est mal connue par de nombreux Autochtones.
- »—> Des barrières culturelles persistent pour une part non négligeable d'Autochtones quant à leur utilisation et leur accès aux services publics.
- »—> Étant donné la forte proportion de parents ayant la responsabilité de jeunes enfants, l'accès difficile ou limité des adultes autochtones à des services publics peut avoir un impact négatif à court et à long terme sur la vie de nombreux enfants autochtones.
- »—> Les taux élevés de victimisation et de judiciarisation des Autochtones sont inquiétants et témoignent d'écarts importants avec la population non autochtone.
- »—> L'existence de racisme et de discrimination à l'égard des Autochtones à l'intérieur du réseau de services publics est indéniable et extrêmement préoccupante.

En somme, ce portrait permet de constater l'ampleur des défis et des préoccupations qui sont partie prenante de la réalité des Autochtones qui composent avec le milieu urbain au Québec. À cet égard, les données de cette enquête confirment la grande diversité qui existe au sein de la population autochtone urbaine ainsi que la complexité des besoins de cette population.

Bien que l'on observe un portrait sociologique diversifié des Autochtones présents en milieu urbain, l'examen des données croisées permet de conclure qu'il n'y a pas de corrélation significative entre le niveau d'appréciation des services publics par les Autochtones ou l'accès de ces derniers aux services et leurs caractéristiques personnelles comme leur niveau d'étude, le temps qu'ils ont passé en milieu urbain, leur revenu, leur genre ou leur orientation sexuelle. De même, il n'a pas été possible de relever de corrélation significative entre les caractéristiques personnelles des répondants et le fait qu'ils aient été victimes ou non de racisme dans le

cadre de l'utilisation des services publics. On peut en déduire que tous les Autochtones sont susceptibles de recevoir des services qui ne sont pas en harmonie avec leur réalité culturelle ou de subir du racisme au Québec, d'où le constat de l'existence d'un racisme systémique envers les Autochtones.

À la lumière des résultats de cette enquête, il apparaît clair que de plus amples recherches seront nécessaires afin de bien comprendre les défis qui accompagnent les multiples visages de l'autochtonie urbaine au Québec. De même, il serait pertinent d'approfondir certains éléments qui sont soulevés par ce portrait afin de mieux saisir les attentes et aspirations des Autochtones qui composent avec la réalité urbaine et de mieux y répondre dans le cadre de la prestation de services publics. De telles démarches sont nécessaires afin de réviser nos approches et d'assurer l'équité, l'inclusion et la justice sociale pour tous au Québec.



BIBLIOGRAPHIE

Hunt, Sarah (2016). *Une introduction à la santé des personnes bispirituelles : questions historiques, contemporaines et émergentes*. Prince Georges, Centre de collaboration nationale de la santé autochtone.

Labraña, Rolando et Jonathan Abitbol (2013). «La tournée provinciale de l'Alliance de recherche ODENA. Bilan de la phase 1», *Cahier Odena*, n° 2013-01. Montréal, INRS, Alliance de recherche Odena, Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec.

Labraña, Rolando, Tanya Sirois et al. (2014). «Les Autochtones des villes au Québec : conditions socio-économiques et dynamiques de mobilité», *Cahier Odena*, n° 2014-03. Montréal, INRS, Alliance de recherche Odena, Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec.

Lévesque, Carole et Édith Cloutier (2013). «Les Premiers Peuples dans l'espace urbain au Québec : trajectoires plurielles», dans A. Beaulieu, S. Gervais et M. Papillon (dir.), *Les Autochtones et le Québec. Des premiers contacts au Plan Nord* : 281-296. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

Lévesque, Carole (2016). «La présence autochtone dans les villes du Québec : actions, tendances et enjeux», *Cahier Odena*, n° 2016-01. Montréal, INRS, Alliance de recherche Odena, Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec.

RCAAQ (2009). *Évaluation des besoins en matière de services psychosociaux du Mouvement des Centres d'amitié autochtones du Québec*. Wendake, Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec.

RCAAQ (2016). Mino Madji8in : En action pour le mieux-être chez les Autochtones dans les villes. Wendake, Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec.

Statistique Canada (2008). Données du recensement de 2006.

Statistique Canada (2013). Enquête nationale auprès des ménages de 2011.

Statistique Canada (2018). Données du recensement de 2016.

ANNEXES



FICHE THÉMATIQUE :

ÉTUDIANTS POSTSECONDAIRES



**400 ÉTUDIANTS POSTSECONDAIRES
ONT PARTICIPÉ À CETTE ENQUÊTE.**

Voici le profil de ces répondants :



57 % ont des enfants à charge.



79 % ont des revenus de ménage inférieurs à 20 000 \$.



93 % ont vécu dans une réserve comparativement à **86 %** de l'ensemble des répondants.

67 % vivent en milieu urbain depuis moins de 5 ans.



64 % ont présenté des demandes pour des services en santé et services sociaux.

19 % de ces demandes n'ont pas été satisfaites.



44 % ont présenté des demandes pour des services spécialisés en éducation.

33 % de ces demandes n'ont pas été satisfaites.

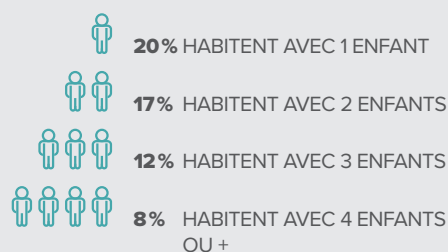
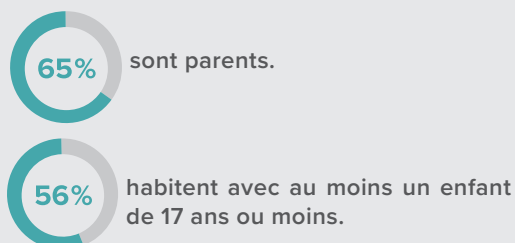
Enfin, 67 % des étudiants postsecondaires se considèrent comme des raccrocheurs.

Au niveau postsecondaire, les étudiants autochtones ont clairement des caractéristiques personnelles et familiales distinctes de la majorité des étudiants non autochtones.

FICHE THÉMATIQUE : FAMILLES



Parmi les 1723 répondants :



86 personnes (5,6 % du total des répondants) ont déclaré avoir au moins un enfant placé en famille d'accueil et pour plus de la moitié d'entre eux, il s'agit d'une famille non autochtone.

Par ailleurs, 61 personnes (3,8 % du total des répondants) sont une famille d'accueil.

Au total, 619 enfants entre 0 et 5 ans font partie des familles des répondants. Voici le profil de ces parents de jeunes enfants :



39 % ne sont pas en couple.



39 % sont sans emploi, alors que **31 %** sont aux études et **30 %** en emploi.



63 % déclarent avoir des revenus de ménage de moins de 20 000 \$.



50 % n'ont pas de diplôme.



61 % affirment avoir été victimes de racisme dans le réseau québécois de services.



La moyenne d'âge des parents avec un enfant de moins de 5 ans est de 30 ans.

On remarque la présence de nombreux facteurs de vulnérabilité parmi les familles autochtones qui ont de jeunes enfants.

FICHE THÉMATIQUE : VICTIMES



31 % des répondants ont déclaré avoir été victimes d'un acte criminel, soit 482 personnes.

Parmi ce groupe de répondants :



59 % ont des enfants à charge.

« Entre autres, au niveau des agressions sexuelles, je trouve que le système est très difficile pour les victimes et ne donne franchement pas envie de dénoncer. »*



67 % connaissent le CAVAC.

36 % ont eu recours aux services d'aide aux victimes (CAVAC).



67 % déclarent aussi avoir été victimes de racisme dans le réseau québécois de services publics. Cette proportion est significativement plus élevée que pour l'ensemble des répondants qui est à 57 %.



33 % des répondants qui affirment avoir été victimes d'un acte criminel évaluent les interventions policières comme étant plutôt ou très irrespectueuses de leur culture.

Parmi les 1723 personnes ayant participé à cette enquête, 138 ont affirmé avoir déjà eu recours à des services publics québécois pour adresser une problématique de violence, soit 8 % de la totalité des répondants. Plus spécifiquement :

- **46 personnes** ont fait une demande de services relativement à une question de violence sexuelle;
- **50 personnes** ont eu recours à des services suite à une situation de violence familiale;
- **86 personnes** ont fait appel aux services du réseau québécois pour les aider à faire face à une situation de violence conjugale.

Dans la plupart des cas, de l'aide a été demandée plus d'une fois et pour plus d'une forme de violence.

En somme, les résultats de l'enquête indiquent que la problématique de la violence est très répandue, mais que les services en comparaison sont largement sous-utilisés. Il est clair que la crainte des services publics ainsi que la méconnaissance de l'offre de services constituent des obstacles à l'accès à des services de prévention et d'intervention en matière de violence familiale, sexuelle et conjugale pour les Autochtones en milieu urbain au Québec.

« J'ai été battue par mon ex et la police ne m'a pas crue. »*

* Extraits de réponses détaillées des répondants au questionnaire.



FICHE THÉMATIQUE :

IDENTITÉ ET ORIENTATION SEXUELLE

Parmi l'ensemble des 1723 adultes autochtones ayant répondu au questionnaire :



- > 36,0 % sont des hommes.
- > 62,7 % sont des femmes.
- > 1,3 % ont déclaré avoir une autre identité de genre, soit 21 répondants.

« Y'a rien pour nous autres, les homosexuels autochtones. Je ne suis pas seul, je sais. »*

8 % ont défini leur orientation sexuelle comme étant autre qu'hétérosexuelle, soit 132 personnes au total.

Parmi ce groupe de répondants :



24 % ont des enfants à charge.



64 % déclarent avoir des revenus de ménage de moins de 20 000 \$.



71 % ont présenté des demandes pour des services en santé et services sociaux.



41 % ont déjà eu besoin de services spécialisés en éducation.



13 % ont demandé des services pour des motifs d'agression sexuelle et de violence sexuelle ou conjugale.

Voici la répartition de ces répondants :

57

ONT DÉCLARÉ ÊTRE GAIS OU LESBIENNES

14

ONT DÉCLARÉ ÊTRE BISEXUELS

42

ONT DÉCLARÉ ÊTRE BISPIRITUELS¹⁴

19

ONT PRÉFÉRÉ NE PAS DÉFINIR LEUR ORIENTATION SEXUELLE PAR L'UN DES TERMES PRÉCÉDENTS.

* Extraits de réponses détaillées des répondants au questionnaire.

¹⁴ « Bispirituel est un terme qui englobe un large éventail d'identités sexuelles et de genre des Peuples autochtones d'Amérique du Nord » (Hunt, 2016 : 6).

FICHE THÉMATIQUE : LES AUTOCHTONES EN MILIEU URBAIN ET L'ACCÈS AUX SERVICES PUBLICS

PORTRAIT DE LA SITUATION DES FEMMES



Les informations livrées dans cette fiche thématique sont celles recueillies auprès des 1021 femmes autochtones adultes qui ont répondu au questionnaire.

Le tableau qui suit présente la répartition géographique des femmes ayant participé à cette recherche ainsi que leur proportion au sein de l'échantillon total dans chacune des villes.

Tableau : Répartition des répondantes dans les villes

Ville	Nombre de répondantes	% de femmes dans l'échantillon local
Chibougamau	30	65 %
Joliette	32	64 %
La Tuque	72	64 %
Maniwaki	36	62 %
Montréal	99	61 %
Québec	301	65 %
Roberval	40	38 %
Saguenay	117	64 %
Senneterre	25	50 %
Sept-Îles	60	63 %
Shawinigan	36	72 %
Trois-Rivières	92	65 %
Val-d'Or	41	48 %
Autres villes	39	33 %

PROFIL DÉTAILLÉ DES RÉPONDANTES



LANGUE DE RÉPONSE AU QUESTIONNAIRE

88%
FRANÇAIS

12%
ANGLAIS



ÉTAT CIVIL

50% — CÉLIBATAIRE
30% — CONJOINTE DE FAIT
11% — MARIÉE
6% — DIVORCÉE OU SÉPARÉE
2% — VEUVE



GROUPE D'ÂGE

MOINS DE 20 ANS : 8%

20-29 ANS : 32%

30-39 ANS : 26%

40-49 ANS : 17%

50-59 ANS : 11%

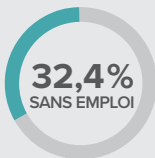
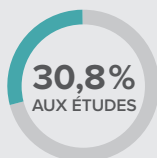
60-69 ANS : 5%

70 ANS ET PLUS : 1%

MOYENNE D'ÂGE DES FEMMES :

35 ANS

SITUATION PERSONNELLE



NIVEAU DE SCOLARITÉ

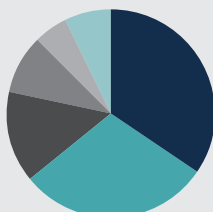
> 45% — AUCUN DIPLÔME
> 28% — DIPLÔME DE NIVEAU SECONDAIRE
> 16% — DIPLÔME DE NIVEAU COLLÉGIAL
> 11% — DIPLÔME DE NIVEAU UNIVERSITAIRE

NATION

40,1% — INNUE
32,4% — ATIKAMEKW
8,3% — ALGONQUINE
7,8% — CRIE
2,8% — HURONNE-WENDAT
2,1% — INUITE
1,2% — MICMAQUE
0,8% — ABÉNAQUISE
0,7% — NASKAPIE
0,7% — MOHAWK
3,4% — AUTRES



REVENU ANNUEL DU MÉNAGE



■ 33,5% — MOINS DE 10 000 \$
■ 27,6% — 10 000 À 19 999 \$
■ 13,1% — 20 000 À 29 999 \$
■ 10,7% — 30 000 À 39 000 \$
■ 5,3% — 40 000 À 49 999 \$
■ 9,7% — 50 000 \$ ET +

PRÉSENCE EN MILIEU URBAIN

16,8% — DEPUIS TOUJOURS
36,7% — PLUS DE 5 ANS
21,8% — 1 À 5 AN(S)
14,2% — MOINS DE 1 AN
10,5% — DE PASSAGE



L'ensemble des données de l'enquête provinciale sur les Autochtones en milieu urbain et l'accès aux services publics a été comparé en fonction du genre afin d'approfondir certains résultats du portrait provincial. Voici les principaux constats qui apportent une meilleure compréhension de la situation des femmes autochtones.

FAITS SAILLANTS

COMPARAISON EN FONCTION DU GENRE



NATION

40,1%

des femmes autochtones ayant participé à l'enquête appartiennent à la nation innue tandis que seulement **33,8%** des hommes ayant répondu le sont.



STATUT

Parmi l'ensemble des répondants membres des Premières Nations, **5%** des femmes n'ont pas le statut officiel (Indien inscrit) contre seulement **2%** des hommes.



FAMILLE

72%

des femmes ont des enfants comparativement à seulement **55%** des hommes.

63%

des femmes autochtones ont déclaré avoir au moins un enfant de 17 ans ou moins à charge contre **42,3%** des hommes.

Au total, **418 enfants** âgés de 5 ans ou moins habitent avec l'une des femmes autochtones ayant participé à l'enquête.



ORIENTATION SEXUELLE

La proportion de personnes ayant une orientation sexuelle autre qu'hétérosexuelle est plus faible parmi les femmes que parmi les hommes. (**6,1%** des femmes ont déclaré avoir une orientation sexuelle autre qu'hétérosexuelle comparativement à **8,9%** des hommes.)



PRÉSENCE EN MILIEU URBAIN

Les femmes autochtones sont plus nombreuses à avoir toujours vécu en ville (**16,8%** des femmes contre **13,6%** des hommes) et elles étaient également moins nombreuses à n'être que de passage en ville au moment de répondre au questionnaire (**10,5%** des femmes contre **16,8%** des hommes).

15%

des femmes autochtones n'ont jamais habité dans une réserve indienne contre **12%** des hommes.



SCOLARITÉ

La proportion de femmes autochtones ayant un diplôme de niveau universitaire est supérieure à la proportion des hommes autochtones. En effet, **11%** des femmes détiennent un diplôme de niveau universitaire, ce qui est le cas pour moins de **4%** des hommes.

En contrepartie, les femmes autochtones sont moins nombreuses à ne détenir aucun diplôme que les hommes autochtones (**45%** des femmes n'ont pas de diplôme comparativement à **57%** des hommes).

Une plus grande proportion de femmes sont aux études (**30,8%** des femmes sont étudiantes contre **27,5%** des hommes).



EMPLOI

Les femmes autochtones sont moins nombreuses à occuper un emploi saisonnier (**2,1%** des femmes contre **6,9%** des hommes) et elles sont également moins nombreuses à bénéficier de l'assurance-emploi (**4,3%** des femmes contre **6%** des hommes).

Les femmes autochtones qui occupent un emploi sont plus représentées que les hommes dans les domaines d'emploi suivants: **vente et service, affaires et finances, santé, sciences sociales, enseignement et administration publique.**

Au contraire, les femmes autochtones en emploi sont moins représentées que les hommes autochtones dans les domaines d'emploi suivant: **travail en usine et manufacture, transport et machinerie, sciences naturelles appliquées et exploitation des ressources naturelles.**



JUSTICE

33,3% des femmes autochtones ont déjà été victimes d'un acte criminel contre **26,7%** des hommes.

Parmi les femmes autochtones ayant été en contact avec le système carcéral, la majorité a été condamnée à une peine de moins de 2 ans ou à une peine à purger dans la collectivité. Aucune femme ayant participé à l'enquête n'a rapporté avoir été condamnée à une peine de plus de 2 ans.



INTERACTIONS AVEC LES SERVICES PUBLICS

Parmi l'ensemble des répondants ayant déjà fait appel aux services de santé et aux services sociaux, les femmes autochtones sont plus nombreuses que les hommes à avoir évoqué les raisons suivantes : la recherche d'un logement, le soutien alimentaire, le soutien à domicile, les problèmes de violence, des événements traumatiques et la santé mentale.

78% des répondants ayant déjà eu besoin de soutien alimentaire sont des femmes.

15% des femmes ont fait appel à des services du réseau québécois pour une problématique de violence (conjugale, familiale ou sexuelle). Parmi les hommes autochtones ayant répondu au questionnaire, la proportion est de **5%**.

Parmi l'ensemble des femmes ayant participé à l'enquête, environ **24%** ont affirmé avoir déjà fait appel au réseau de santé et services sociaux pour obtenir de l'aide pour un de leurs enfants, soit pour une problématique liée au comportement, à la santé physique ou à la santé mentale. En comparaison, parmi l'échantillon des hommes, cette proportion est de **7%**.

Les femmes autochtones sont également plus représentées que les hommes parmi les répondants ayant fait appel aux services publics en éducation pour un de leurs enfants.

Ces données présentent un portrait des 1021 femmes ayant participé à l'enquête du RCAAQ. Il est à noter que l'échantillon est suffisamment important pour représenter la diversité des réalités et des besoins des femmes autochtones en milieu urbain au Québec avec un niveau de précision de plus ou moins 5%.

De plus, il faut noter que les femmes sont plus représentées que les hommes parmi l'ensemble des personnes ayant répondu au questionnaire, ce qui nous oblige à nuancer les comparaisons entre les femmes et l'ensemble des données provinciales.





REGROUPEMENT
DES CENTRES D'AMITIÉ
AUTOCHTONES DU QUÉBEC

85 Boulevard Bastien, suite 100
Wendake (Qc) G0A 4V0

www.rcaa.qc.ca/info